Mairie

400 chemin de l'Église
64 300 LOUBIENG

Tél : 05.59.69.19.11.
Fax : 05.67.07.09.02.
mairie@loubieng.fr
**www.loubieng.fr**

# *EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE LOUBIENG.*

## *Séance du 05 octobre 2017*

L'an deux mille dix-sept, le cinq octobre, à vingt heures trente, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Francis LARROQUE.

**Étaient présents** : Messieurs Francis LARROQUE (Maire), Jacques LAULHÉ (1er Adjoint), Hervé BERGEROT 3ème Adjoint), Jean-Claude CAZENAVE et Cédric LAGARDÈRE ; Madame Amandine POUSTIS (2ème Adjointe).

**Absente et excusée** : Madame Sandy LARROQUE et Monsieur Jérémy LAUDA.

**Absent** : Monsieur Lionel POURTAU-MONDOUTEY.

**Secrétaire de Séance** : Monsieur Jérémy LAUDA.

| | |
|---|---|
| *Membres en exercice* | *09* |
| *Membres Présents* | *06* |
| *Membres Absents* | *03* |
| *Pour* | *06* |
| *Contre* | *00* |
| *Abstention* | *00* |

**OBJET : DELIBERATION CONCORDANTE REVISION DEROGATOIRE DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION POUR 2017.**

L'article 1609 noniès C-V-1bis, issu de l'article 34 de la loi de finances rectificative du 29 décembre 2014, prévoit que « le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges ».

A défaut d'accord, le montant de l'attribution de compensation est fixé dans les conditions de droit commun.

La communauté de communes de Lacq-Orthez a voté, en date du 25 septembre 2017, la révision libre des attributions de compensation pour 2017, sur la base du rapport de la commission locale d'évaluation des charges du 06 juillet 2017, notamment pages 11 et 12.

Afin d'être en concordance avec la communauté de communes de Lacq-Orthez, il vous est proposé :

- **d'adopter** le montant des attributions de compensation tel qu'il figure en pages 11 et 12 du rapport de la commission locale d'évaluation des charges du 06 juillet 2017.

Après avoir entendu le Maire dans ses explications complémentaires, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- **ADOPTE** le montant des attributions de compensation tel qu'il figure en pages 11 et 12 du rapport de la commission locale d'évaluation des charges du 06 juillet 2017.

P.A. - PRÉFECTURE - A.R.
30 OCT. 2017
SERVICE

Ainsi fait et délibéré les jours,
mois et an que dessus, et ont
signé au registre les membres présents.
Pour extrait,
Le Maire,
Francis LARROQUE.

MAIRIE de LOUBIENG
64300

# COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LACQ-ORTHEZ

# EVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES ET PROPOSITION DE MONTANTS DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION À PARTIR DE 2017

# RÉUNION DE LA CLECT DU 6 JUILLET 2017

P.A. - PRÉFECTURE - A.R.
30 OCT. 2017
SERVICE

# Table des matières

**1. RAPPEL DU CADRE LEGISLATIF CONCERNANT L'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES ET LA NOTIFICATION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION** **3**

1.1 - Le rôle de la CLECT 3
1.2 - Les modalités d'évaluation des charges transférées 3
1.3 - La procédure de modification des attributions de compensation 5

**2. LE RECENSEMENT DES CHARGES TRANSFEREES** **6**

2.1 – Le recensement des charges transférées des communes à la CCLO 6
a. le transfert de l'Office de Tourisme d'Orthez 6

2.2 – Le recensement des charges transférées de la CCLO aux communes 6
a. le transfert de l'entretien des galeries de Mourenx 6
b. le transfert de l'entretien des ascenseurs de la place F. Mitterrand et Pierre et Marie Curie de Mourenx 7

**3. SYNTHESE DES CHARGES TRANSFEREES DANS LE CADRE DE LA PROCEDURE DE DROIT COMMUN** **8**

**4. PROPOSITION DE LA CLECT AU CONSEIL DE COMMUNAUTE** **8**

Le transfert de la fiscalité déchets
a. Historique 8
b. Le calcul de la majoration des AC pour le transfert de la fiscalité déchets 9

**5. PROPOSITION DE LA CLECT DE FIXATION LIBRE DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION** **11-12**

# 1. RAPPEL DU CADRE LEGISLATIF CONCERNANT L'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES ET LA NOTIFICATION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION

## 1.1 - Le rôle de la CLECT

L'évaluation des charges transférées résultant d'un transfert de compétences, d'une modification de l'intérêt communautaire ou d'une modification du périmètre communautaire est une mission qui incombe à la Commission Locale d'Evaluation des charges transférées (CLECT). La CLECT doit rendre « *ses conclusions l'année de l'adoption de la Cotisation Foncière sur Les Entreprises (CFE) unique* (ex TPU) *et lors de chaque transfert de charges ultérieur* » (article 1609 nonies C IV du Code Général des Impôts – CGI).

## 1.2 - Les modalités d'évaluation des charges transférées

L'évaluation des charges transférées doit respecter le cadre législatif posé par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, codifié au IV de l'article 1609 nonies C du CGI.

Cet article indique notamment :

*« Les dépenses de fonctionnement, non liées à un équipement, sont évaluées d'après leur coût réel dans les budgets communaux lors de l'exercice précédant le transfert de compétences ou d'après leur coût réel dans les comptes administratifs des exercices précédent ce transfert. Dans ce dernier cas, la période de référence est déterminée par la commission.*

***Le coût des dépenses liées à des équipements concernant les compétences transférées est calculé sur la base d'un coût moyen annualisé**. Ce coût intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement. Il intègre également les charges financières et les dépenses d'entretien. **L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année**.*

*Le coût des dépenses transférées est réduit, le cas échéant, des ressources afférentes à ces charges.*
*Cette évaluation est déterminée à la date de leur transfert par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux (...), adoptées sur rapport de la commission locale d'évaluation des transferts. »*

La loi distingue ainsi deux types de charges, avec un mode d'évaluation des dépenses propre à chaque type de charges :

- **Les charges non liées à un équipement**, évaluées à partir de leur coût réel dans les budgets ou comptes administratifs de la collectivité ;
- **Les charges liées à un équipement**, évaluées à partir d'un coût annualisé prenant en compte l'ensemble des dépenses nécessaires à l'entretien et au renouvellement du bien, calculées sur la durée normale d'utilisation et ramenées à l'année.

Par rapport à la législation antérieure, les nouvelles dispositions prévues par la loi de 2004 présentent 4 différences :

- La loi distingue deux types de charges avec une procédure spécifique ;

- La loi rend davantage possible, par la notion de coût moyen annualisé, le recours à des coûts normatifs plutôt qu'à des coûts constatés, dans l'évaluation des charges transférées ;

- La référence au décret définissant la nature des dépenses d'investissement à prendre en compte est supprimée ;

- **La loi ne fait plus référence à la moyenne des 3 derniers comptes administratifs.**

La notion d'équipement ne fait l'objet d'aucune définition juridique précise.
La doctrine administrative l'assimile à la notion comptable d'immobilisation corporelle, retracée, dans la nomenclature comptable, par les comptes de la classe 2. Cette notion d'immobilisation corporelle ainsi précisée désigne :

- les équipements de superstructure (équipements sportifs, culturels, écoles, etc...) ;

- les équipements d'infrastructure (voirie et réseaux divers) ;

- l'aménagement de terrain (viabilisation).

Pour la détermination du coût moyen annualisé, la loi laisse à la CLECT 3 possibilités de calcul :

- le coût de réalisation (coût initial si la collectivité l'a réalisé elle-même);

- le coût d'acquisition (si la collectivité a acheté l'équipement) ;

- Le coût de renouvellement, si l'on ne peut connaître le coût de réalisation ou d'acquisition ou si ces coûts n'ont plus de pertinence (compte tenu de l'ancienneté du bien).

Les deux premiers coûts (réalisation et acquisition) constituent une méthode commode et à privilégier si l'équipement est récent.
Le coût de renouvellement fait davantage référence à une approche patrimoniale avec la reconstitution d'un amortissement.

Le coût de l'équipement n'est pas à rechercher obligatoirement dans les derniers comptes administratifs des collectivités : il peut être évalué (en particulier le coût de renouvellement), à partir de critères techniques ou normatifs.
Ce coût doit être annualisé, c'est-à-dire que ce coût doit être divisé par une durée de vie (durée d'amortissement) : la doctrine administrative recommande de faire référence aux durées d'amortissement proposées par l'instruction comptable (qui ne prévoit toutefois pas de durée pour les bâtiments).

**Au final, le coût moyen annualisé est destiné à donner à la collectivité bénéficiaire du transfert la capacité de financer le renouvellement du patrimoine transféré, dans la configuration existante au moment du transfert, indépendamment du mode de financement choisi.**

La combinaison des 2 méthodes d'évaluation est nécessaire selon la nature des charges transférées : si une compétence s'exerce dans un bâtiment, il convient de déterminer le coût du service, puis le coût moyen annualisé du bâtiment qui héberge ce service : la charge transférée sera égale à la somme de ces 2 coûts.

## 1.3 - La procédure de modification des attributions de compensation

### a) Procédure de droit commun

Lorsque la CLECT a adopté son rapport indiquant le montant des charges transférées, celui-ci est transmis par la communauté aux communes, qui doivent délibérer sur le montant des charges transférées proposées par la CLECT.

Le montant des charges transférées doit être approuvé à la majorité qualifiée des communes, soit :
- la moitié des communes représentant les deux tiers de la population ;
- **ou** les deux tiers des communes dépassant la moitié de la population.

Il convient de remarquer que pour l'évaluation des charges transférées, l'accord de la ou des communes dont la population dépasse le quart de la population totale de la communauté n'est pas nécessaire (à l'inverse de ce que prévoient les textes en matière de transfert de compétence).

Si la majorité qualifiée est atteinte, alors le conseil de communauté peut notifier les nouvelles attributions de compensation en retranchant des dernières attributions de compensation (celles antérieures au transfert de compétences) le montant des charges transférées. Si le montant des attributions de compensation devient négatif, alors la commune est tenue de reverser le montant négatif à la communauté.

### b) Procédure dérogatoire

La loi prévoit (nouvelle rédaction de l'article 1609 nonies C-V-1bis issue de l'article 163 de la loi de finances pour 2016) que *« Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres **intéressées**, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges ».*

**A défaut d'accord, le montant de l'attribution est fixé dans les conditions de droit commun.**

Cette nouvelle procédure a assoupli la règle précédente prévoyant des délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et de l'ensemble des conseils municipaux des communes membres.
Dans le cadre des discussions parlementaires[1], il a été précisé que la révision des attributions de compensation « peut s'opérer, dès lors qu'elle recueille l'accord des seules communes membres concernées par la révision. Ainsi, les communes qui ne sont pas intéressées à la révision de ces attributions ne pourront plus bloquer les ajustements souhaités par les communes concernées ».
Par ailleurs, une réponse ministérielle à une question écrite [2] de 2013 apporte des précisions sur le rôle de la CLECT dans une procédure dérogatoire.
Le ministère insiste sur la nécessité pour le conseil de communauté « en vue d'éclairer pleinement la décision du conseil communautaire statuant à l'unanimité », de disposer d'un rapport de la CLECT. La réponse ministérielle indique que le « rapport de la CLECT qui constitue un simple document préparatoire ne vaut pas avis conforme. L'organe délibérant peut ainsi s'écarter des préconisations qui y sont contenues ou ne retenir qu'une partie des facteurs de compensation.

[1] Loi de Finances pour 2016, compte rendu des débats, Assemblée Nationale, 2ème séance du 9 novembre 2015, article 61 bis
[2] Question écrite n°23253 de Madame Estelle Grelier, publiée au JO le 09/04/2013, Réponse publiée au JO le 30/07/2013

En revanche, il ne peut statuer que sur la base d'évaluations expresses figurant dans le rapport qui lui est soumis. A défaut, il lui incombe de solliciter des projections complémentaires et de faire objectiver par la CLECT toute hypothèse qui ne figurerait pas dans le rapport initial. Dès lors qu'il lui appartient de procéder à la révision libre des attributions de compensation en tenant compte du rapport de la commission d'évaluation des transferts de charges, le conseil communautaire ne peut se reconnaître la faculté d'introduire de lui-même des éléments nouveaux non expertisés et non chiffrés par la CLECT».

## 2. LE RECENSEMENT DES CHARGES TRANSFEREES

### 2.1 - LE RECENSEMENT DES CHARGES TRANSFEREES DES COMMUNES A LA CCLO :

#### a. Le transfert de l'office de tourisme d'Orthez à la communauté de communes de Lacq-Orthez : commune concernée : Orthez

Suite à la loi NOTRE du 7 Août 2015, la promotion du tourisme est devenue une compétence obligatoire de la communauté de communes de Lacq-Orthez, avec notamment la création d'un office de tourisme intercommunal unique.
Dans ce contexte, la gestion de l'office de tourisme d'Orthez est désormais transférée à la communauté de communes de Lacq-Orthez.

Il convient donc de calculer la charge transférée. L'année de référence proposée est 2016.

| | OFFICE DE TOURISME ORTHEZ | | |
|---|---|---|---|
| | **Dépenses** | **Coûts** | **TOTAL** |
| **2016** | Loyer annuel | 9 360 TTC | **11 504,20 € TTC** |
| | EDF | 2 075, 60 € TTC | |
| | Eau | 68,60 € TTC | |

**b.** Lors de la réunion de la CLECT du 6 juillet 2017, un oubli a été fait concernant le transfert de charges de la subvention versée par la ville d'Orthez à l'association « Office de commerce et de l'artisanat d'Orthez ». La charge transférée par la ville d'Orthez est de **45 000 €. Ce montant est pris en compte dans l'attribution de compensation pour 2017 pages 8 et 12.**

### 2.2 - LE RECENSEMENT DES CHARGES TRANSFEREES DE LA CCLO AUX COMMUNES :

#### a. Le transfert de l'entretien des galeries de Mourenx à la commune de Mourenx : commune concernée : Mourenx

L'entretien des galeries de Mourenx était pris en charge par la communauté de communes de Lacq-Orthez.
Il a été décidé de transférer l'entretien des galeries de Mourenx à compter du 1er janvier 2017 à la commune de Mourenx.

En conséquence, il convient de calculer le coût de la charge transférée.

❖ Calcul de la charge transférée en fonctionnement :

| | GALERIES | | |
|---|---|---|---|
| | **Travaux** | **Coûts** | **TOTAL** |
| **2016** | Moyenne de deux remplacements de vitrage | 2 561,14 € TTC | **7 169,14 € TTC** |
| | 2 interventions de nettoyage des vitres | 4 608,00 € TTC | |

❖ Calcul de la charge transférée en investissement :

Pour la détermination du coût moyen annualisé, il est proposé de retenir le coût de renouvellement du bien sur la base des derniers investissements effectués et de déterminer le coût net soit

Montant TTC des travaux ..... 94 397,78 €
FCTVA ..... 15 485,01 €
Coût net ..... 78 912,77 €
Durée amortissement ..... 10 ans
**Coût moyen annualisé .....7 891,27 €**

**b. Le transfert de l'entretien des ascenseurs situés place François Mitterrand et place Pierre et Marie Curie à la commune de Mourenx : commune concernée : Mourenx**

Le coût d'entretien des ascenseurs pour les années 2015 et 2016 est le suivant :

| | ASCENSEURS | | |
|---|---|---|---|
| | **Travaux** | **Coûts** | **Totaux / année** |
| **2015** | Réparation PMC | 1 022,86 € TTC | **1 022,86 € TTC** |
| **2016** | Dépannage FM | 211,20 € TTC | **4 371,89 € TTC** |
| | Réparation PMC | 1 038,00 € TTC | |
| | Maintenance FM/PMC | 2 594,69 € TTC | |
| | 2 interventions nettoyage vitres FM | 348,00 € TTC | |
| | 2 interventions nettoyage vitres PMC | 180,00 € TTC | |

Il est proposé de retenir une moyenne de ces deux années au titre du coût **de la** charge transférée en fonctionnement soit **2 700 €.**

**MONTANT TOTAL DE LA CHARGE TRANSFEREE A LA COMMUNE DE MOURENX**

Galeries – Charges de fonctionnement .....7 169 €
Galeries – Coût moyen annualisé .....7 891 €
Ascenseurs – Charges de fonctionnement.....2 700 €
**Charges totales transférées .....17 760 €**

## 3. SYNTHESE DES CHARGES TRANSFEREES DANS LE CADRE DE LA PROCEDURE DE DROIT COMMUN

Le montant total des charges transférées, résultant des dispositions de droit commun en matière d'évaluation des charges transférées, est présenté dans le tableau ci-dessous, par compétence et par commune.

La CLECT de la CCLO doit délibérer sur ce montant de charges transférées, conformément aux dispositions prévues par le 4 de l'article 1609 nonies C du CGI.

| | Charges transférées COMMUNES-CCLO | Charges transférées CCLO-COMMUNES |
|---|---|---|
| **MOURENX-GALERIES/ASCENSEURS** | | **17 760** |
| **ORTHEZ-OFFICE DE TOURISME ET OFFICE DE COMMERCE** | **56 504** | |
| **TOTAL** | **56 504** | **17 760** |

## 4. PROPOSITIONS DE LA CLECT AU CONSEIL DE COMMUNAUTE

Les membres de la CLECT souhaitent proposer au conseil de communauté d'utiliser les dispositions de l'article 1609 nonies CV-1 bis concernant la fixation libre des attributions de compensation et les modalités de sa révision afin d'intégrer dans les attributions de compensation une proposition :

### ❖ LE TRANSFERT DE LA FISCALITE DECHETS

Les modalités de calcul des attributions de compensation liée à la mise en place d'une TEOM communautaire :

#### a) Historique

Lors de l'adoption de la TPU, la communauté de communes de Lacq finançait, en totalité ou pour partie sur ses quatre taxes, le coût du service ordures ménagères, alors une partie des taux communautaires, réintégrés dans la fiscalité communale au moment du passage en TPU, **peut être considérée comme finançant les déchets**.

En cas de TEOM communautaire couvrant le coût du service, et afin de ne pas faire subir de double imposition au contribuable (partie de l'ex-fiscalité communautaire finançant les déchets et TEOM communautaires), il est nécessaire de majorer l'attribution afin de permettre aux communes concernées de baisser leurs taux communaux.

Lors de la première fusion, la communauté fusionnée a décidé de financer le coût du service déchets par ses recettes générales (les TEOM et REOM **des trois** communautés de communes n'ont pas été reprises par la communauté de communes fusionnée).
Mais pour financer le service déchets sur le territoire des ex communautés de communes, la communauté de communes fusionnée afin de disposer des recettes actuelles de TEOM et REOM a diminué les attributions de compensation de chaque commune du montant de la TEOM /REOM perçue sur son territoire.

Les communes ont alors financé cette diminution des AC par une augmentation d'un ou plusieurs de leurs taux.

### b) Le calcul de la majoration des AC pour le transfert de la fiscalité déchets

La majoration des AC = somme de l'ex-part de fiscalité communautaire finançant le coût des déchets (toutes les communautés concernées) + TEOM ou REOM des communautés concernées qui ont minoré en 2010 les AC des communes au moment de la première fusion (Arthez-de-Béarn, Lagor et Monein).

Le détail des montants ainsi calculés apparaît dans le tableau suivant :

| | Calcul de majoration des AC par commune suite transfert fiscalité déchets |
|---|---|
| ABIDOS | 6 354 |
| ABOS | 23 492 |
| ARGAGNON | 47 489 |
| ARNOS | 5 335 |
| ARTHEZ-DE-BEARN | 139 694 |
| ARTIX | 31 062 |
| BAIGTS DE BEARN | 1 042 |
| BALANSUN | 303 |
| BELLOCQ | |
| BESINGRAND | 2 191 |
| BIRON | 57 184 |
| BONNUT | 864 |
| BOUMOURT | 6 933 |
| CARDESSE | 11 727 |
| CASTEIDE CAMI | 1 414 |
| CASTEIDE-CANDAU | 11 281 |
| CASTETIS | 914 |
| CASTETNER | 12 382 |
| CASTILLON D'ARTHEZ | 17 148 |
| CESCAU | 3 529 |
| CUQUERON | 8 840 |
| DOAZON | 10 228 |
| HAGETAUBIN | 29 994 |
| LAA-MONDRANS | 35 445 |
| LABASTIDE CEZERACQ | 4 372 |
| LABASTIDE MONREJEAU | 3 333 |
| LABEYRIE | 5 305 |
| LACADEE | 6 181 |
| LACOMMANDE | 9 451 |
| LACQ | 17 821 |
| LAGOR | 99 551 |

| | Calcul de majoration des AC par commune suite transfert fiscalité déchets |
|---|---|
| LAHOURCADE | 33 732 |
| LANNEPLAA | 301 |
| LOUBIENG | 31 663 |
| LUCQ-DE-BEARN | 49 573 |
| MASLACQ | 61 519 |
| MESPLEDE | 17 142 |
| MONEIN | 256 161 |
| MONT | 17 789 |
| MOURENX | 63 509 |
| NOGUERES | 6 431 |
| ORTHEZ | 18 753 |
| OS MARSILLON | 5 152 |
| OZENX-MONTESTRUCQ | 27 266 |
| PARBAYSE | 10 697 |
| PARDIES | 16 695 |
| PUYOO | 1 402 |
| RAMOUS | 458 |
| SAINT BOES | 460 |
| SAINT-GIRONS | 188 |
| SAINT-MEDARD | 10 242 |
| SALLESPISSE | 855 |
| SALLES MONGISCARD | 393 |
| SARPOURENX | 18 815 |
| SAULT DE NAVAILLES | 1 161 |
| SAUVELADE | 14 573 |
| SERRES SAINTE MARIE | 4 697 |
| TARSACQ | 21 739 |
| URDES | 1 663 |
| VIELLENAVE D'ARTHEZ | 1 183 |
| VIELLESEGURE | 26 036 |

**Erreur ! Liaison incorrecte.**

Ce calcul, s'écartant des dispositions fixées par loi, ne peut être retenu que dans le cadre d'une fixation libre des attributions de compensation (si cette proposition est retenue, ces montants **seront ajoutés aux attributions de compensation à compter de 2017).**

## 5 - PROPOSITIONS DE LA CLECT DE FIXATION LIBRE DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION

La CLECT propose au conseil de communauté de fixer librement les attributions de compensation comme suit :

| | ATRTIBUTIONS DE COMPENSATION 2016 RESULTANT DE LA CLECT 2016 | Charges transférées retenues en 2017 | Transfert de la fiscalité déchets-proposition alternative | ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION 2017 |
|---|---|---|---|---|
| ABIDOS | 188 709 | | 6 354 | 195 063 |
| ABOS | 251 447 | | 23 492 | 274 939 |
| ARGAGNON | 1 699 | | 47 489 | 49 188 |
| ARNOS | -13 732 | | 5 335 | -8 397 |
| ARTHEZ-DE-BEARN | 91 858 | | 139 694 | 231 552 |
| ARTIX | 1 656 745 | | 31 062 | 1 687 807 |
| BAIGTS DE BEARN | 59 392 | | 1 042 | 60 434 |
| BALANSUN | -7 244 | | 303 | -6 941 |
| BELLOCQ | 151 983 | | | 151 983 |
| BESINGRAND | 124 373 | | 2 191 | 126 564 |
| BIRON | 15 773 | | 57 184 | 72 957 |
| BONNUT | -34 492 | | 864 | -33 628 |
| BOUMOURT | -11 552 | | 6 933 | -4 619 |
| CARDESSE | -697 | | 11 727 | 11 030 |
| CASTEIDE CAMI | 49 130 | | 1 414 | 50 544 |
| CASTEIDE-CANDAU | 13 760 | | 11 281 | 25 041 |
| CASTETIS | 22 837 | | 914 | 23 751 |
| CASTETNER | -5 362 | | 12 382 | 7 020 |
| CASTILLON D'ARTHEZ | 3 613 | | 17 148 | 20 761 |
| CESCAU | 76 403 | | 3 529 | 79 932 |
| CUQUERON | -23 458 | | 8 840 | -14 618 |
| DOAZON | 17 522 | | 10 228 | 27 750 |
| HAGETAUBIN | -32 869 | | 29 994 | -2 875 |
| LAA-MONDRANS | -35 395 | | 35 445 | 50 |
| LABASTIDE CEZERACQ | 125 482 | | 4 372 | 129 854 |
| LABASTIDE MONREJEAU | 109 728 | | 3 333 | 113 061 |
| LABEYRIE | 32 | | 5 305 | 5 337 |

| | ATRTIBUTIONS DE COMPENSATION 2016 RESULTANT DE LA CLECT 2016 | Charges transférées retenues en 2017 | Transfert de la fiscalité déchets-proposition alternative | ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION 2017 |
|---|---|---|---|---|
| LACADEE | -248 | | 6 181 | 5 933 |
| LACOMMANDE | -4 745 | | 9 451 | 4 706 |
| LACQ | 1 096 468 | | 17 821 | 1 114 289 |
| LAGOR | -90 058 | | 99 551 | 9 493 |
| LAHOURCADE | -45 342 | | 33 732 | -11 610 |
| LANNEPLAA | -34 354 | | 301 | -34 053 |
| LOUBIENG | -27 917 | | 31 663 | 3 746 |
| LUCQ-DE-BEARN | -69 651 | | 49 573 | -20 078 |
| MASLACQ | -28 871 | | 61 519 | 32 648 |
| MESPLEDE | 7 852 | | 17 142 | 24 994 |
| MONEIN | 46 508 | | 256 161 | 302 669 |
| MONT | 1 042 433 | | 17 789 | 1 060 222 |
| MOURENX | 3 425 807 | 17 760 | 63 509 | 3 507 076 |
| NOGUERES | 61 772 | | 6 431 | 68 203 |
| ORTHEZ | 1 399 787 | -56 504 | 18 753 | 1 362 036 |
| OS MARSILLON | 257 326 | | 5 152 | 262 478 |
| OZENX-MONTESTRUCQ | -34 243 | | 27 266 | -6 977 |
| PARBAYSE | -19 610 | | 10 697 | -8 913 |
| PARDIES | 887 619 | | 16 695 | 904 314 |
| PUYOO | 2 660 | | 1 402 | 4 062 |
| RAMOUS | -8 096 | | 458 | -7 638 |
| SAINT BOES | -43 644 | | 460 | -43 184 |
| SAINT-GIRONS | -6 720 | | 188 | -6 532 |
| SAINT-MEDARD | 6 061 | | 10 242 | 16 303 |
| SALLESPISSE | -42 973 | | 855 | -42 118 |
| SALLES MONGISCARD | 85 707 | | 393 | 86 100 |
| SARPOURENX | -25 083 | | 18 815 | -6 268 |
| SAULT DE NAVAILLES | -35 187 | | 1 161 | -34 026 |
| SAUVELADE | -7 886 | | 14 573 | 6 687 |
| SERRES SAINTE MARIE | 70 614 | | 4 697 | 75 311 |
| TARSACQ | 24 632 | | 21 739 | 46 371 |
| URDES | 50 721 | | 1 663 | 52 384 |
| VIELLENAVE D'ARTHEZ | 51 801 | | 1 183 | 52 984 |
| VIELLESEGURE | -32 487 | | 26 036 | -6 451 |
| **TOTAL** | **10 756 338** | **-38 744** | **1 331 107** | **12 048 701** |